

Depuis bientôt deux mois, des manifestations quasi quotidiennes ont été organisées contre le régime du président Bachar al-Assad. Elles ont donné lieu à une répression sanglante, notamment à Baniyas (nord-ouest), dans la province de Deraa (sud) et à Homs (centre).

A Mouadamiya, une localité **à l'ouest de Damas**, des tirs ont été entendus lundi matin, alors que les communications téléphoniques ont été coupées, a affirmé à l'AFP un militant des droits de l'Homme.

Selon un témoin, "*la route menant de la localité vers la capitale était coupée*".

Dans la ville côtière de **Baniyas**, qui compte 50.000 habitants, "*les perquisitions dans les maisons se sont poursuivies dans la nuit et lundi matin*", selon Rami Abdel Rahmane, président de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

[Des chars s'étaient déployés dimanche](#) sur la corniche et dans les quartiers sud de cette ville de 50.000 habitants et s'y trouvaient toujours lundi matin, selon lui.

"*L'eau, l'électricité et les communications téléphoniques y sont toujours coupées*", a-t-il ajouté.

Les chefs de file de la contestation, dont cheikh Anas al-Ayrout, considéré comme le leader du mouvement, et Bassam Sahiouni, avaient été arrêtés dimanche soir par les forces de sécurité dans cette ville.

M. Sahiouni a été arrêté en compagnie de son père et de ses frères, a précisé M. Abdel Rahmane. Les propriétaires d'un magasin d'informatique vendant du matériel de connexion à internet ont été également arrêtés à Baniyas, "*isolée du monde extérieur*", selon lui.

Elles ont foncé sur plusieurs barrages

Les autorités ont libéré lundi les personnes âgées de plus de 40 ans à Baniyas, a-t-il ajouté mais selon lui, plus de 400 personnes étaient encore détenues lundi en début d'après-midi à Baniyas, dont des dizaines dans le stade municipal. Il n'a pas précisé si les chefs de file de la contestation faisaient partie des personnes libérées.

Malgré tout, *"des centaines de femmes, bravant les agents de sécurité et l'armée, sont sorties dans la rue pour demander la libération du reste des détenus"*, a-t-il ajouté.

Elles ont foncé sur plusieurs barrages dressés par les forces syriennes des quartiers sud de Baniyas où samedi six personnes avaient péri.

En dépit de la répression, le site "[Syrian Revolution 2011](#)" a prévenu sur Facebook que *"les manifestations se poursuivront tous les jours"* appelant à un *"mardi de solidarité avec les détenus de conscience dans les prisons du régime syrien criminel"*.

Al-Watan, un journal privé proche du pouvoir, a affirmé pour sa part que *"le calme était revenu à Baniyas, alors que les divisions de l'armée contrôlaient (la ville) après des batailles féroces livrées contre des éléments armés qui s'étaient déployés notamment dans les quartiers sud"*.

L'armée était entrée dimanche également à **Tafas**, dans la province de Deraa (sud) où est née la contestation contre le régime le 15 mars, selon un militant des droits de l'Homme. Des perquisitions y ont été effectuées et des tirs nourris ont été entendus. Deux personnes au moins ont été tuées dimanche dans cette localité, selon ce militant.

Explosions à Homs

A Homs (centre), à 160 km au nord de Damas, *"trois fortes explosions ont retenti vers minuit dans le quartier de Baba Amr"*, selon un militant. Les militaires avaient investi depuis samedi plusieurs quartiers de cette ville, la troisième du pays avec un million d'habitants.

Trois personnes y ont été tuées dimanche, dont un enfant de 12 ans, Qassem Zouheir al-Ahmad, a indiqué ce militant sans pouvoir préciser les circonstances de ces tirs.

Selon *al-Watan*, le président Assad a rencontré dimanche une délégation d'habitants de Lattaquié (nord-ouest), premier port de Syrie.

M. Assad a affirmé lors de cette rencontre que *"la crise va s'arrêter et que les réformes administratives, politiques et des médias vont avancer"*

. Il a affirmé en outre

"l'importance du renforcement de l'unité nationale et que tous soient unis face au complot"

.

Les autorités syriennes ont promis des réformes, dont l'abolition de l'état d'urgence, une loi sur le pluralisme et la libéralisation des médias, mais ont poursuivi la répression sanglante des manifestations. Les autorités accusent des semeurs de troubles d'être instrumentalisés par l'étranger et de vouloir semer le chaos dans le pays.

Depuis le début du mouvement de contestation le 15 mars, entre 600 et 700 personnes ont été tuées, selon des ONG, et au moins 8.000 personnes ont été interpellées en Syrie, selon l'organisation Insan.